



VOS LETTRES

L'imposture étatique

RÉSEAU DE FIBRES OPTIQUES • L'Etat doit-il participer au financement de ce réseau? Pour ce lecteur, la réponse est non.

Le Conseil d'Etat veut amadouer le parlement pour lui faire avaler la pilule à 40 millions pour installer un réseau de fibres optiques sur le territoire cantonal. Son message aux députés est un pur produit des Spin Doctors du département de l'économie. Disons-le d'emblée, ce n'est pas une tâche de l'Etat de financer la construction de ce réseau. Que la technologie de la transmission des données par fibre optique soit installée dans le canton il n'y a rien à redire, cette technologie est irréversible. On peut toutefois se demander s'il faut l'installer jusqu'au chalet d'alpage à chèvres? Swisscom, dont la stratégie d'acquisitions fait penser à Swissair, a perdu des milliards à l'étranger et tout particulièrement en Italie avec la société Fastweb active dans la fibre optique. En 2011 le chiffre d'affaires de Swisscom atteignait 11,5 milliards. C'est pareil pour Groupe E: détenu à plus de 70% par le

canton, il n'a pas à recevoir des subventions pour ses activités; c'est contraire à la plus élémentaire logique économique.

On a le culot de ponctionner les contribuables pour subventionner des sociétés majoritairement en main des pouvoirs publics. On pleure sur les coûts des hôpitaux et en même temps on voudrait octroyer 40 millions à Swisscom qui a fait un bénéfice d'environ 700 millions en 2011 et a augmenté le dividende pour ses actionnaires!

Le chef des Finances annonce un projet de budget cantonal 2013 avec un déficit de 100 millions, mais apparemment il ferme les yeux sur cette spoliation des contribuables; quelle imposture! Notre canton mériterait une gestion un peu plus logique et moins imprégnée par l'interventionnisme à la Keynes! Réveillons-nous, il est moins cinq!

GABRIEL KOLLY, Fribourg

L'impôt sur la valeur locative est-il vraiment injuste?

M^{me} A, propriétaire à 100% de son logement, gagne 3000 francs, sans loyer à payer. Sa collègue M^{me} B paie 1000 francs de loyer, pour un logement identique à celui de M^{me} A, mais gagne 4000 francs car elle fait des heures sup. M^{me} A et M^{me} B ont donc exactement le même niveau de vie. Elles paient le même impôt, car l'Etat considère correctement que M^{me} A jouit d'un revenu en nature de 1000 francs, un revenu de pierre bien solide, qui n'a rien de «fictif». M^{me} A pourrait d'ailleurs le transformer en revenu monétaire à tout instant, simplement en prenant un locataire.

Il est ahurissant que la majorité de la classe politique, y compris des socialistes égarés, puisse considérer que M^{me} A, la propriétaire, soit victime d'une injustice. Si quelqu'un mérite une baisse d'impôts, c'est plutôt M^{me} B, la lo-

caitaire, qui doit travailler plus que M^{me} A pour le même niveau de vie. Certes, M^{me} A a dû travailler pour acheter son logement. Il n'en demeure pas moins qu'elle bénéficie d'un supplément de revenu, car elle jouit de son logement sans que sa valeur ne diminue. Elle gagne donc de l'argent grâce à sa fortune, au même titre que si elle l'avait investi en Bourse. Il est juste que ce supplément soit imposé.

Les notions de mérite et d'enrichissement par le travail sont centrales dans notre société. Pourtant, la majorité semble estimer que l'argent gagné avec de l'argent doit être moins imposé que l'argent gagné en travaillant. C'est à se demander si les historiens du futur y comprendront quelque chose.

CHRISTOPHE SCHOUWEY,
La Chaux-de-Fonds

XIX^e et XX^e, un patrimoine liquidé

La réhabilitation des immeubles ouvriers de la rue de l'Industrie à Fribourg en logements pour étudiants est un bel exemple de rénovation respectueuse de bâtiments du début du XX^e siècle. Celles de l'Hôtel Central à la rue St-Pierre en 2007 ou cette année de l'immeuble d'angle à la rue du Criblet sont des réussites.

Les édifices de la fin du XIX^e et début du XX^e - avec eux le mobilier, les vitraux, les décors - ont fait les frais d'un urbanisme mal conçu, d'une économie de rendement, remplacés sans scrupule par des immeubles fonctionnels, plus grands, mais pas forcément plus beaux.

La maison des glycines à Péroilles, les villas de la rue St-Pierre, le café Continental, le Terminus, le théâtre Livio, l'immeuble Knopf, l'Hôtel Suisse, la maison Guhl à Beauregard, la villa de l'architecte Trollier, une grande partie de l'avenue de la Gare à Fribourg, l'école des filles

à Remaufens et j'en passe ont été sacrifiés. A qui le tour? Trois maisons 1900 aux Daillettes sont en sursis.

La réaction d'Allemands habitant Fribourg à la vue d'images anciennes de ces rues et édifices disparus: «Vous avez eu la chance d'être épargnés par les bombes durant la guerre, pourquoi cette destruction massive?»

Si les bâtiments, les œuvres d'art de nos aïeux ont été décriés au milieu du XX^e, ils ont été reconnus et à nouveau appréciés par les historiens d'art, les urbanistes et la population depuis quelques décennies déjà, mais pas à Fribourg. Je suis pour une ville, des villages vivants, avec une histoire en continu visible sur le terrain, car j'aime mon canton, ce qu'ont construit mes arrière-grands-parents, où sont nés mes grands-parents, où ont vécu mes parents.

SYLVIE GENOUD JUNGO,
secrétaire Pro Fribourg

ARRÊT SUR IMAGE



Rafraîchissement à la fontaine Saint-Georges sur la place de l'Hôtel-de-Ville. Fribourg, le 27 juillet 2012. ALAIN WICHT

OPINION

L'Ethiopie en face d'une délicate succession



PAUL GROSSRIEDER*

Toute la Corne de l'Afrique (Soudan, Soudan du Sud, Erythrée, Somalie, Ethiopie) risque de connaître prochainement de nouveaux remous en raison de la mort récente de l'homme fort de l'Ethiopie, son premier ministre Meles Zenawi. Ce dirigeant africain comptait parmi les meilleurs stratèges politiques du continent. Etudiant en médecine, il avait très jeune pris la tête du mouvement rebelle tigréen (TPLF) pour s'opposer au Derg (junte marxiste) et à son leader stalinien Mengistu Haïlé Mariam.

En 1991, après avoir constitué une coalition de divers mouvements d'opposition (EPRDF), il renversa le dictateur éthiopien. Meles Zenawi devint alors, à 36 ans, le plus jeune dirigeant africain. Très vite, lui, l'ancien maoïste, fit preuve de réalisme et de pragmatisme, comprenant qu'il fallait donner à son pays multiethnique (Oromos, Amharas, Tigréens, Sidamos, Somalis, Afars, etc.) une structure fédérale. Jusqu'au début des années 2000, il dut faire face à des troubles dans l'Ogaden et à la frontière érythréenne. Depuis, malgré des escarmouches périodiques, un calme relatif s'est établi dans le pays.

Meles Zenawi était un survivant des famines dramatiques qui frappèrent

l'Ethiopie dans les années 1980, ce qui ajoutait encore à l'autorité morale dont il jouissait aussi bien dans le pays qu'à l'extérieur. Il sut faire de son pays le premier récipiendaire africain de l'aide internationale. Il avait en Occident une grande crédibilité, car il fit bon usage des 4 milliards de dollars qu'il recevait annuellement. Sous son règne, des millions d'Ethiopiens sortirent de la pauvreté absolue. Selon la Banque mondiale, le PNB éthiopien a crû de 10,6% par an ces dix dernières années, soit deux fois la moyenne dans le reste de l'Afrique subsaharienne. Au plan international, Meles Zenawi devint ami des Etats-Unis. Régionalement, il mettait régulièrement des troupes éthiopiennes à disposition des forces de maintien de la paix de l'Union africaine. Son armée pénétra plus d'une fois en Somalie pour calmer le conflit de ce voisin chaotique. Il réussit à convaincre la communauté internationale que l'Erythrée était un Etat voyou et réussit ainsi à acquérir son soutien. Ces actions militaro-politiques lui permirent aussi de refréner les excès des nationalistes dans le pays.

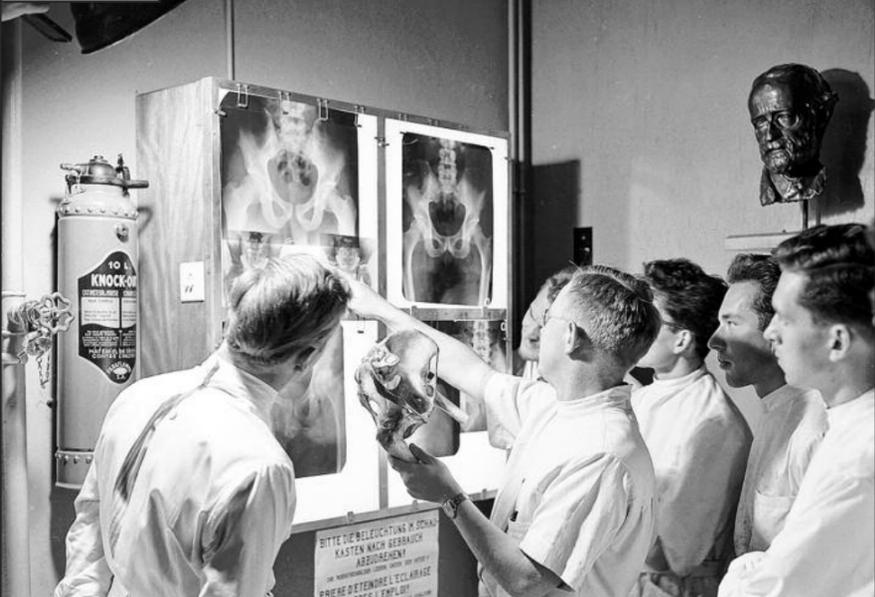
Néanmoins, ce politicien génial est progressivement devenu un autocrate. En 2010, il a gagné les élections avec 99,6% des voix; les organisations civiles ont été démantelées, les partis d'opposition interdits et la presse muselée. La détention politique est importante: le CICR visite et assiste environ 8000 détenus dans des lieux

de détention régionaux et, après sept ans d'interdiction, dans quatre des prisons fédérales. Même s'il n'était pas corrompu, M. Zenawi faisait fi de la démocratie et dirigeait le pays (82 millions d'habitants) avec une équipe restreinte de Tigréens (7% de la population). Avec sa disparition, il n'est pas impossible que les tensions interethniques reprennent, de même que l'opposition entre chrétiens et musulmans (qui représentent chacun 45% de la population). L'Erythrée pourrait également en profiter pour relancer ses attaques à la frontière.

Après 21 ans de régime très personnalisé et autocratique, la période de transition pourrait s'annoncer difficile pour l'Ethiopie et pour la région. Vouloir recopier le modèle du premier ministre défunt n'est sûrement pas une bonne idée, d'abord parce qu'il a causé beaucoup de souffrances injustes parmi certaines populations, ensuite parce qu'il est parfaitement possible de conserver les acquis économiques et une même efficacité dans un cadre institutionnel démocratique, qui éviterait également une nouvelle transition problématique, voire à risque. Quelle serait d'ailleurs une autre voie pacifique de la transition en Ethiopie? Malheureusement, certains leaders tigréens et la veuve du dirigeant disparu ne semblent pas l'entendre ainsi. I

* ancien directeur du CICR.

SOUVENIRS



Institut d'anatomie de l'Université de Péroilles à Fribourg, en 1954.

© BCU FRIBOURG, FONDS JACQUES THÉVOZ

Audace et franchise, M. le Docteur!

Que la fumée passive du tabac soit nocive et à proscrire, toute personne éduquée le sait. Malheureusement, l'intégrisme anti-tabac oublie de dénoncer les pics d'ozone honteusement dépassés et tus, de même que les nanoparticules du diesel désignées comme nettement cancérogènes.

Cette sélectivité du risque avéré nuit, M. le D^r Zellweger, («LL» du 3.9.2012) à la portée de vos allégations. Dénoncez publiquement et lors de vos colloques la circulation automobile urbaine démente, cause majeure des pathologies respiratoires chroniques dès la petite enfance. Dénoncez les institutions étatiques qui se gavent d'impôts régaliens pour «améliorer la rente des aînés». Exigez enfin la fermeture des usines à cancer et la commercialisation d'un produit affiché comme légal. Et alors vous gagnerez en crédibilité. Les mensonges sont multiples.

FRANÇOIS ETIENNE, Fribourg

RÈGLES DU JEU

Les textes publiés dans la page Forum ne doivent pas dépasser 1600 signes (caractères et espaces entre les mots). Adresse complète, rue, localité et surtout numéro de téléphone (aussi valable pour les e-mails) doivent figurer sur votre envoi.